

Dissent paperL'INTERVENTION AMERICAINE AU SALVADOR

Les Nord-Américains, les démocrates-chrétiens, la presse, le gouvernement et des secteurs de l'Eglise nous ont dit jusqu'à satiété qu'au Salvador, il y a deux factions extrémistes, insensées, criminelles, qui sont en train de s'entretuer, et un gouvernement humanitaire, équilibré et désireux de réformes sociales qui fait de grands efforts pour les séparer, les pacifier et établir l'ordre et la justice sociale.

Quelle personne sensée pourrait ne pas appuyer ce gouvernement, cette Junte militaire démocrate-chrétienne dans ses buts humanitaires et dans ses efforts pour les atteindre par des moyens légaux ? Voilà ce qu'on nous a dit. Dans ce sens, il n'y a pas d'autres alternatives que d'appuyer la Junte. Si quelqu'un s'y oppose, il fait preuve évidente de bêtise et de communisme.

Une fois ce raisonnement fait, tout paraît légitime pour sauver le pays du "communisme". Les tueries de paysans et de travailleurs, les assassinats de douze prêtres, de dizaines de religieuses, de catéchètes, d'évangélistes et même d'un saint archevêque, l'élimination physique de cinq dirigeants de l'opposition légale, l'assaut contre l'humanitaire organisation du "Secours Juridique" de l'archevêché: toutes ces actions, faites avec l'évidente complicité du gouvernement, continuent d'être présentées comme l'oeuvre des extrémistes de droite ou de gauche.

Eh bien, voyons ce que dit un rapport secret et confidentiel, "Dissent Paper on El Salvador and Central America", élaboré par des analystes des Etats-Unis d'Amérique. Il est daté du 6 novembre 1980. On y dit la vérité confidentielle - non celle préparée pour la consommation publique - sur la politique nord-américaine et la situation au Salvador. On y signale les crimes de la Junte, son manque total d'appui populaire et sa non-viabilité comme solution. En même temps, on indique que la reconnaissance par les Etats-Unis du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.) (qui regroupe la social-démocratie, les Sociaux-chrétiens, la gauche marxiste et non marxiste, les militaires démocratiques et d'autres forces sociales) serait indispensable à la recherche d'une issue politique au pays. C'est ce qu'avait exprimé il y a longtemps Mgr Romero, l'archevêque assassiné, et ce qu'a répété plus tard Mgr Rivera y Damas, qui occupe aujourd'hui son poste.

Vu la longueur du document, nous ne pouvons le publier au complet. Nous en avons extrait quelques-unes des parties les plus significatives.

Quand cette information sortira, la situation au Salvador aura peut-être changé, mais les événements à venir laisseront à découvert nos complicités avec une des Juntas militaires les plus insensées d'Amérique, complicités qui malheureusement sont gravement compromettantes pour notre gouvernement.

* * * * *

DISSENT PAPER
(Extraits)

Les points de vue exprimés dans ce rapport sont partagés par des analystes et employés actuels et anciens de la N.S.C. (1), du D.O.S. (2) du D.O.D. (3) et de la C.I.A. (4). Les employés d'autres agences actives au Salvador et en Amérique centrale, mais qui sont normalement exclus des débats politiques, ont également contribué à ce rapport (...). Quelques membres du Congrès et leurs collaborateurs ont également participé à cet effort.

(...)

Il est évident que l'actuel gouvernement du Salvador n'est pas stable et que les forces de sécurité sont incapables de gagner à elles seules une confrontation militaire. Les entrepreneurs nationaux et étrangers ont déjà été sérieusement affaiblis. Un état de guerre prolongé réduirait encore davantage leur influence et limiterait leur rôle dans la période d'après-guerre. La polarisation et la haine qui sont allées en augmentant pendant ces dernières années de violence continueraient de réduire la tolérance et élimineraient le respect pour les droits individuels.

Plus tôt on arrivera à une solution négociée du conflit, plus il sera facile de modérer les politiques pour le nouveau statu-quo.

(...)

La Junte du gouvernement et les Forces armées n'ont pas réussi à obtenir un appui significatif à leurs programmes de réformes et de contre-insurrection.

L'effort de redistribution de la terre n'a pas réussi à neutraliser la population paysanne ni à isoler les forces de la guerrilla.

La classe moyenne urbaine est divisée entre ceux qui ont déjà opté pour le F.D.R. (5), ceux qui cherchent à quitter le pays et ceux qui se maintiennent neutres pour le moment. Il n'y a qu'une petite fraction de ce secteur dont on puisse dire qu'elle s'implique pour la survie du régime actuel.

Les commerçants locaux et internationaux ont presque fini de liquider leurs avoirs et de retirer leur capital du pays. Aucun investissement privé important n'est actuellement en voie de réalisation. L'arrivée d'aide extérieure sous forme de prêts n'a eu aucun impact significatif sur la récupération économique.

Les conflits entre les membres de la coalition gouvernementale augmentent chaque jour. De nouvelles désertions à l'intérieur du P.D.C. et des luttes de fractions entre des secteurs des Forces armées empêchent la consolidation du régime.

L'expansion certaine de la capacité militaire des forces d'opposition, ainsi que leur habileté à recruter et à organiser de grands contingents de paysans déplacés et à causer de grandes pertes aux forces gouvernementales, rendent peu probable l'obtention à court terme d'une défaite militaire des guerrillas.

Ni le gouvernement, ni les forces militaires n'ont pu démontrer la volonté ni la capacité d'éviter la répression aveugle contre la population civile ; ils contribuent ainsi à une rapide détérioration de leur image au niveau local et international.

(...)

(1) National Security Council

(2) Department of State

(3) Department of Defense

(4) Central Intelligence Agency

(5) Front démocratique révolutionnaire

Tout ceci est vrai malgré le rôle très actif des Etats-Unis au Salvador :

Les déclarations sur la politique centraméricaine, qu'elles soient pour usage interne du Congrès ou qu'elles soient pour la consommation publique, ne peuvent servir de point de départ pour discuter de notre rôle actuel dans la région. Au lieu de nous concentrer sur l'articulation des objectifs de la politique et sur leur justification, nous préférons esquisser les actions de nos agences gouvernementales au Salvador.

Nous avons établi que les activités énumérées et regroupées ci-dessous sont réalisées par pas moins de douze agences gouvernementales et appuyées par de nombreuses ANG (Agences non gouvernementales).

Voici la liste partielle de ces activités :

- a) améliorer les conditions politiques et économiques pour augmenter la viabilité de l'actuelle coalition gouvernante par les moyens suivants:
 1. accélérer le déboursement de l'aide économique bilatérale et fournir une assistance technique et administrative ;
 2. appuyer l'approbation et faciliter la subvention des programmes et projets à l'étude de la B.I.R.D., de la B.I.D. et du F.M.I.;
 3. mettre sur pied des équipes techniques et administratives composées d'Américains et de Salvadoriens pour aider à l'administration et à la planification dans le gouvernement afin d'éviter un effondrement économique ;
 4. augmenter le flux des ressources, consolider l'administration du programme de réforme agraire pour réduire son impact sur les élites traditionnelles et accroître les bénéfices à court terme de la population nette ;
 5. augmenter l'apport de ressources à court terme pour éviter l'actuelle fuite des capitaux et renforcer la confiance du secteur privé ;
 6. contrôler de près et atténuer les différences latentes et ouvertes existant entre les membres de la Junte et le Corps des officiers;
- b) améliorer et protéger la légitimité internationale et le prestige du régime et pour ce faire :
 1. encourager le recrutement de Salvadoriens modérés réformistes pour les représentations diplomatiques ;
 2. fournir l'appui logistique et l'orientation juste à travers les ambassades et les agences américaines ;
 3. promouvoir activement l'appui diplomatique de pays latino-américains sympathisants et d'autres gouvernements alliés ;
 4. décourager les résolutions et autres initiatives diplomatiques critiques face à l'actuel gouvernement ou qui pourraient contribuer à la légitimité des forces d'opposition ;
 5. activer des mécanismes pour contrer les efforts que fait l'opposition pour obtenir la légitimité internationale et s'interposer contre tout appui qui lui viendrait de l'extérieur ;
 6. créer les conditions favorables pour que d'autres pays interviennent pour appuyer les initiatives des Etats-Unis à l'O.E.A. et à l'O.N.U. en relation à la situation en Amérique centrale ;
 7. contrôler de près les media des Etats-Unis et du monde et leur fournir des reportages sur la région qui aillent dans le sens de la confiance et de l'appui que les Etats-Unis accordent à l'actuel processus au Salvador ;

c) renforcer la puissance contre-insurrectionnelle de la Force armée, cela veut dire :

1. augmenter l'entraînement des officiers de rang moyen et inférieur;
2. améliorer l'infrastructure militaire et de communications pour rendre plus efficace le combat en ville et à la campagne et pour aider aux déplacements rapides des troupes ;
3. établir des voies adéquates de ravitaillement et d'entreposage de matériel en coopération avec les alliés de la région ou d'un autre hémisphère ;
4. fournir l'assistance stratégique et des conseils en tactique de commandement ;
5. favoriser la cohésion et la coordination entre les différentes structures de commandement à l'intérieur des forces armées salvadoriennes;
6. essayer d'agglutiner sous un seul commandement unifié les unités paramilitaires qui fonctionnent dans le pays ;
7. établir et/ou améliorer les communications et opérations entre les organisations des Forces armées et paramilitaires du Guatemala, du Salvador et du Honduras ;
8. fournir aux Forces armées les renseignements des Etats-Unis qui ont rapport à l'évolution militaire au Salvador ;

d) tenir à jour des plans détaillés de contingence pour les réponses alternatives des Etats-Unis à différentes conditions de détérioration dans la région, plans qui incluent :

1. les initiatives politiques et diplomatiques qui seront prises au cas où une intervention militaire serait requise pour maintenir le régime actuel ;
2. des plans opérationnels pour le déploiement multilatéral et unilatéral des forces militaires au Salvador et au Guatemala ;
3. estimation de coût de temps et de pertes de vies dans divers scénarios de conflit, soit favorables, soit défavorables ;
4. l'évaluation de la nécessité de préparer des plans pour d'éventuelles actions visant à paralyser l'appui et les voies d'approvisionnement des forces de la guerrilla salvadorienne à partir de Cuba et du Nicaragua ;

e) assurer la continuation de l'appui du Congrès et de l'opinion publique à la politique actuelle par des efforts de liens et de relations avec la presse qui mettent l'accent sur :

1. une image réformiste et modérée du gouvernement actuel ;
2. l'appui des Etats-Unis à des réformes larges mais modérées dans la région comme moyen d'arrêter les extrémistes et les communistes;
3. l'établissement de liens entre les groupes guerrilleros d'opposition du Salvador et du Guatemala avec Cuba ;
4. le discrédit des porte-paroles centristes de l'opposition comme étant les marionnettes des leaders plus radicaux de la guerrilla ;
5. le filtrage soigneux des reportages de presse américains sur les événements au Salvador afin d'éviter la publicité du type Nicaragua en faveur des insurgés de l'opposition ;
6. la préparation régulière de sessions privées d'information pour les comités, sous-comités et personnes-clés du Congrès intéressés à cette affaire.

Cette liste partielle d'activités implique une allocation de ressources financières et bureaucratiques qui dépassent les budgets votés pour toute autre crise dans l'hémisphère depuis 1965. Une allocation de cette nature n'aurait pas pu être effectuée sans une décision de très haut niveau de l'administration. Cette décision a été prise, en partie, pour éviter que la crise au Salvador n'arrive pas à son paroxysme avant les élections. Cependant, les options prises ont des implications stratégiques qui dépassent les facteurs politiques locaux.

L'administration Carter est arrivée à la conclusion que l'effondrement de l'actuelle coalition civico-militaire et son remplacement par un régime de gauche constitueraient une menace pour nos intérêts stratégiques dans la région des Caraïbes.

Ceux qui formulent les politiques sont également d'accord que les Etats-Unis ont encore une chance d'éviter le développement de ces événements en fournissant au régime actuel une assistance politique, militaire, technique, diplomatique et de relations publiques ouverte et cachée. Cependant, si cet effort ne réussissait pas à stabiliser la situation interne, les Etats-Unis feraient savoir qu'ils sont prêts pour l'intervention militaire et qu'ils la déclencheront en union avec d'autres pays, et si nécessaire, unilatéralement.

Nous considérons que ces activités et la politique qu'elles impliquent sont dangereusement mal orientées ; la politique actuelle telle que nous l'interprétons est basée sur un service de renseignements inadéquat et sur la suppression, par différentes bureaucraties, d'informations vérifiées qui vont en sens contraire.

Les options et recommandations à partir desquelles les décisions politiques ont été prises sont basées sur des évaluations et des analyses de rapports du service secret accessibles dans les mêmes agences, traités de façon irresponsable et chauvine. Les critiques et les opinions dissidentes ont été systématiquement ignorées.

Par delà ce qui paraîtrait un mauvais fonctionnement de la bureaucratie et de l'information, il faut voir l'absence d'une claire compréhension des conditions générales et des tendances qui existent actuellement en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

(...)

Ce que dit le rapport sur ce qui se passe au Guatemala avec la bénédiction des Etats-Unis est significatif :

Les tendances signalées ci-dessous ont une incidence sur le développement des événements au Salvador à court terme :

- Le pouvoir politique se trouve fermement entre les mains des élites militaires, paramilitaires et civiles de ligne dure. Parmi eux il y a un rejet presque unanime de tout type de changements réformistes ou susceptibles de modifier la composition du régime ou ses programmes.
- Au cours des dernières années, l'armée guatémaltèque s'est référée à une définition élargie des intérêts nationaux et territoriaux du pays qui envisage la possibilité d'intervenir au Salvador et à Bélize.

- Les forces d'opposition se sont unifiées dans une large coalition qui inclut des réformistes modérés, des secteurs de l'Eglise et les groupes guerrilleros marxistes et populistes.
- Une force paramilitaire de choc composée d'anciens membres de la Garde nationale nicaraguayenne, de Cubains anti-castristes, de personnel militaire guatémaltèque et de mercenaires s'est formée au cours de la dernière année. Les porte-paroles de ce contingent ont manifesté leur intention d'intervenir au Salvador *"quand la situation l'exigera."*
- Il y a eu une amélioration significative de la puissance militaire des forces de la guerrilla au Guatemala. Leur prestige et leur ascendant sur les paysans indigènes comme parmi les classes moyennes urbaines ont été largement prouvés.
- La répression des politiciens modérés et des dirigeants syndicaux continue d'accentuer la polarisation politique et a pratiquement amené la liquidation du centre politique. Reflet de cette situation interne, l'image internationale du régime continue de se détériorer.
- Au cours de la dernière année, les forces d'opposition salvadoriennes et guatémaltèques ont augmenté leurs contacts, leurs communications et la coopération en matière politique et militaire.

Il convient de faire remarquer que le service de renseignements des Etats-Unis s'est maintenu au courant des plans et de la puissance de la force paramilitaire de choc au Guatemala. Le service de renseignements nord-américain a été en contact avec des groupes d'exilés nicaraguayens au Guatemala et à Miami et il est conscient de leur relation avec des groupes terroristes d'exilés cubains qui opèrent aux Etats-Unis. On n'a pas pu prouver les accusations à l'effet que la C.I.A. a encouragé et stimulé ces organisations. Cependant, il n'y a eu aucune tentative de restreindre leur mobilité vers l'intérieur ou vers l'extérieur des Etats-Unis ou de nuire à leurs activités. Leur mobilité et leurs liens avec les Etats-Unis - il paraît raisonnable de le supposer - ne pourraient être maintenus sans le consentement tacite (ou l'incompétence pratique) d'au moins quatre agences : l'I.N.S. (1), la C.I.A., le F.B.I. et le Service des douanes.

(...)

Alternatives et recommandations

Face à l'actuelle alternative de la Junte et à son complément, l'intervention militaire accrue, considérée comme négative et non viable, le rapport propose ce qui suit :

1. Reconnaissance du F.D.R. et de la D.R.U.

Notre position de négociation ne peut s'améliorer et l'actuel conflit ne peut être résolu si les Etats-Unis ne font pas savoir à la communauté mondiale qu'ils reconnaissent la coalition F.D.R./D.R.U. comme une force politique légitime et représentative au Salvador.

Cette reconnaissance sera un indicateur-clé pour les secteurs intransigeants de la gauche et de la droite à l'effet qu'il y a vraiment un changement d'attitude à Washington.

(...)

(1) U.S. Immigration and Naturalization Service

2. Indiquer notre désir d'abandonner la ligne de confrontation

L'opinion publique salvadorienne et internationale perçoit les Etats-Unis comme engagés dans une solution militaire en Amérique centrale. Nous devons indiquer notre désir d'abandonner ce moyen d'action sous certaines conditions, afin que surgisse une atmosphère appropriée à des négociations. Pour y arriver, nous devons envisager :

- a) de prendre des actions qui nous démarquent clairement des secteurs des forces armées responsables des excès sans mesure contre la population. Les individus impliqués ont été identifiés par le F.D.R./D.R.U. et par notre propre service de renseignements ;
- b) entreprendre des actions en vue de réduire le degré d'appui que nous fournissons actuellement aux Forces armées, par exemple en réduisant et interrompant notre programme d'entraînement et nos fournitures militaires ;
- c) condamner les plans d'intervention des forces militaires et paramilitaires guatémaltèques et indiquer notre opposition à ce que le Honduras promeuve des actions hostiles contre le Nicaragua ;
- d) exprimer publiquement et en privé notre préoccupation devant la continuelle intervention des pays du cône sud au Salvador et prier tous nos alliés, y compris Israël, d'agir avec prudence dans la région.

3. Maintenir l'image discrète (low profile) durant le processus de désengagement

Les Etats-Unis ne possèdent pas actuellement la crédibilité politique nécessaire pour diriger un effort de médiation. Nous devrions promouvoir et appuyer les initiatives prises par nos acteurs dans la région en évitant une participation directe. Notre intervention directe peut limiter notre capacité d'influencer le processus et pourrait devenir un obstacle à des concessions mutuelles.

4. Stimuler une couverture pluraliste dans les media

Les conditions au Salvador et notre position officielle ne nous ont pas permis de promouvoir des reportages adéquats dans les media. D'importants journalistes américains ont été chassés du pays par des menaces de mort.

Les restrictions du gouvernement salvadorien vis-à-vis les reporters en visite ont maintenu un couvercle hermétique sur des événements critiques des six derniers mois.

Quelques signaux informels à des éditeurs étrangers pendant la campagne électorale ont diminué leur intérêt pour la région. Les reportages appropriés, objectifs et pluralistes, seront un apport positif à la recherche d'une solution pacifique au conflit du Salvador et, de fait, à toute l'Amérique centrale.